

Return this book on or before the
Latest Date stamped below.

Theft, mutilation, and underlining of books
are reasons for disciplinary action and may
result in dismissal from the University.

University of Illinois Library

JUN 17 1965

L161—O-1096



BIBLIOTHÈQUE ROYALE.

Extraits du MONITEUR

Des 13 et 17 mai.

*Lettre de M. Naudet, directeur de la Bibliothèque royale, à M. le
Ministre de l'instruction publique.*

Paris, le 10 mai 1847.

Monsieur le Ministre,

Je viens de lire dans le *Moniteur* le compte rendu de la séance de la chambre des députés du vendredi 7 mai ; il m'a autant surpris qu'affligé, et me met dans la nécessité de vous adresser quelques explications, car vous aurez entendu articuler des faits qui pourraient porter atteinte à la confiance dont vous m'avez honoré jusqu'à ce jour.

J'avais méprisé toutes les diatribes imprimées contre moi dans ces derniers temps, et les allégations fausses dont elles sont remplies ; mais puisqu'elles ont trompé la religion de quelques honorables députés, puisqu'elles se sont élevées ainsi jusqu'à la hauteur de la tribune, en se revêtant de l'autorité d'une parole grave et respectable, je ne puis pas garder le silence.

1° L'honorable M. Ferdinand de Lasteyrie a dit (1^{er} supplément au n° du 8 mai, page 1103, col. 3) : « S'il faut en croire certaines révélations parties d'un homme considérable dans la

science, on aurait payé sur le fonds affecté au catalogue des imprimés les frais d'un catalogue partiel du cabinet des médailles, sans que les conservateurs de ce département aient été consultés sur le choix de l'antiquaire chargé de ce travail (1)... C'est là de la mauvaise administration, c'est le fait d'un homme tout plein de bonnes intentions, j'en suis convaincu; mais qui ne se fait pas une juste idée de ce que c'est que la spécialité des crédits, etc. »

C'est moi, en effet, qui ai conçu le projet de la rédaction d'un catalogue pour le département des médailles, catalogue indispensable pour la publicité des richesses trop cachées que ce département possède. Je fis l'ouverture de mon projet à M. Lenormant, collègue de M. Raoul-Rochette, et dont celui-ci semble, dans sa brochure, avoir oublié l'existence. M. Lenormant accepta, et il fut convenu ensuite, entre lui, M. Raoul-Rochette et moi, qu'on commencerait par les antiques, et qu'on emploierait M. Fosati, connu de M. Lenormant comme habile à manier, apprécier et décrire les monuments d'antiquités. C'est ce que vient de me répéter à l'instant M. Lenormant, *qui ne comprend pas le manque de mémoire de son collègue*, et qui continue à surveiller et à conduire l'opération.

A cela se réduit l'intrusion violente d'un étranger dans le département des médailles par le directeur. Il n'y a de vrai dans toute cette histoire que la fidélité de M. Raoul-Rochette à tenir la parole,

(1) « Le directeur eut la pensée, assurément très-judicieuse et très-utile... de faire entreprendre cet inventaire... Mais, après avoir eu lui-même cette bonne pensée, il voulut en garder aussi pour lui l'exécution, sans doute pour s'en mieux assurer le mérite. Il choisit, sans *ma* participation et à *mon* insu, l'homme qu'il en chargea, et il poussa le gouvernement dans *mon* département, jusqu'à payer le travail qu'il commandait sur les fonds du catalogue du sien. Or, ce qui résulte de cette mesure conçue, ordonnée et payée par le directeur, sans aucune espèce de concours, mais aussi sans aucune espèce de difficulté de la part DU CONSERVATEUR, c'est que celui-ci peut dire en toute vérité *qu'il ne sait pas ce qui se fait ou ne se fait pas dans son propre gouvernement.* » (Lettre à M. P. Paris... par M. Raoul-Rochette. Paris. Téche-ner, 1847, in-8°.)

qu'il avait donnée très spontanément et très hautement, de ne se mêler en aucune façon du travail.

Je ne crois pas non plus avoir méconnu la règle de la spécialité des crédits, ni engagé témérairement votre responsabilité, Monsieur le Ministre, en appliquant une part minime de l'annuité du catalogue, qu'on n'a pas pu employer entièrement, à un autre catalogue de la bibliothèque, qui n'eût pas été commencé sans cela. La spécialité des articles n'enferme pas le Ministre dans des limites si étroites d'espèces de travaux, surtout quand il se contient dans le genre et dans les conditions d'utilité de l'allocation.

2° « *Tout le monde sait* que lorsqu'on a besoin d'aller consulter à la Bibliothèque des ouvrages autres que cette littérature courante qu'on trouve dans les cabinets de lecture, on se voit *continuellement* privé des ressources sur lesquelles on comptait.

« Les livres ne peuvent se trouver, soit qu'ils n'existent pas réellement, soit qu'ils n'existent plus que dépareillés, soit qu'on les ait prêtés. Toujours est-il que celui qui se présente à la Bibliothèque royale dans une intention de travail et de recherches, se trouve continuellement trompé dans son attente (1). » (Même supplément, même page, colonne 2.)

Il est dangereux de s'en rapporter trop aisément à ce qu'on appelle la notoriété publique, laquelle n'arrive trop souvent à celui qui croit l'écouter que par trois ou quatre voix intéressées ou prévenues. Je sais qu'au milieu des affaires publiques dont il est occupé, l'honorable orateur n'a guère de loisir pour venir voir ce qui se passe à la Bibliothèque royale. Mais un homme de cœur tel que lui croirait-il perdue pour lui une heure employée à vérifier préalablement une inculpation qu'il profère à la tribune contre tout un service public et contre ceux qui l'exercent? Qu'il vienne, il verra cent cinquante à deux cents lecteurs ayant en main des ouvrages qui ne sont pas tous de littérature courante; qu'il demande lui-même les livres qu'il lui plaira, et il sera convaincu que, si l'on n'est pas toujours assez heureux pour satisfaire tout le monde, les conservateurs et les employés du département des

(1) Voyez la brochure de M. P. Paris, p. 51.

imprimés sont en état de communiquer au plus grand nombre des lecteurs sérieux les livres qu'ils demandent.

On réussirait mieux encore, si une meilleure disposition des lieux permettait de rapprocher le bureau du catalogue de la salle de lecture, centre des communications avec le public. C'est ce que j'espère obtenir de M. le ministre des travaux publics par votre bienveillante entremise.

3° Je remercie l'honorable M. F. de Lasteyrie, comme d'un secours pour les conservateurs, de ses plaintes sur les trop grandes facilités que le règlement offre aux personnes qui désirent emprunter des livres à la Bibliothèque ; mais je regrette qu'on lui ait fourni pour ses calculs d'augmentation du nombre des emprunteurs et des pertes de la bibliothèque des données tout à fait imaginaires.

« Quel était alors (du temps de M. Van-Praët) le nombre des personnes auxquelles on prêtait des livres ? 300, et il y avait environ 12,000 volumes qu'on ne pouvait retrouver. Depuis, les règlements ont été changés : aujourd'hui on prête à 2,000 personnes, et il n'y a aucune exagération à dire que le nombre des volumes perdus d'une façon ou d'une autre s'élève à 18 ou 20,000. » Et plus bas : « Maintenant que le nombre des personnes autorisées à emprunter s'est élevé de 300 à 2,000 (1). » (Même page, même colonne.)

Voici la vérité des faits :

En 1832, on fit comme on put, sur des feuilles et des notes fort confuses, un relevé général des prêts arriérés ; ce fut l'œuvre

(1) Je me souviens qu'en 1832, on disait qu'il y avait dans Paris trois cents personnes qui jouissaient du privilège d'emprunter *nos* livres. Trois cents personnes ! quel abus intolérable ! Ce qui pourtant l'était davantage, c'était, dans les registres et dans les souvenirs du vénérable Van-Praët, un désordre qui ne permettait de réclamer avec autorité la rentrée d'aucun volume.

« Or, voici comment on réforma l'abus. Le prêt était un privilège, on le convertit en droit... En quelques années, grâce à cette réforme, les trois cents de M. Van-Praët ont été remplacés par les deux mille de M. Naudet. » (Brochure de M. P. Paris, p. 50.)

utile et laborieuse de M. Magnin. Il se trouva PRÈS DE QUINZE CENTS emprunteurs en défaut. J'ai entre les mains plus de 1,400 dossiers ou comptes individuels de ce temps-là. Et sans doute, il y avait de plus un certain nombre d'autres emprunteurs, ceux qui s'étaient acquittés et qui continuaient à s'acquitter ponctuellement.

Aujourd'hui, la liste des personnes autorisées, qui remonte à 1833, porte environ 1,800 noms, d'où il faut retrancher beaucoup d'autorisations périmées. Car la règle s'est établie par l'usage, avec l'approbation du Conservatoire, de regarder comme éteinte toute autorisation dont on aurait cessé de profiter pendant plus d'un an. Le nombre effectif des emprunteurs ne s'élève pas au delà de *six cents*. C'est encore beaucoup. Mais c'est loin de 2,000. Nous tenons une comptabilité à jour des prêts, des réclamations, des restitutions, et je déclare que, depuis sept ans que j'ai l'honneur d'être associé à M. Magnin dans la conservation du département des imprimés, il n'y a pas un seul ouvrage absent par l'effet du prêt, qu'on ne puisse réclamer efficacement, ou faire remplacer par les conservateurs responsables, ce qu'ils acceptent sans s'exposer à un notable dommage, mais très-sérieusement (1).

Maintenant, que le catalogue soit aussi peu avancé qu'on l'a prétendu ; que la faute en soit à l'administration ; tout cela s'éclaircira dans peu par les explications qui seront données, et par l'examen que j'appelais dans les conclusions de mon rapport, et que j'appelle plus énergiquement que jamais.

Mais il ne faut pas compliquer le débat par des incidents secondaires, ni perdre de vue, dans le pêle-mêle des questions particulières, les questions capitales.

On dit qu'il a éclaté à la Bibliothèque *une guerre de savants à savants* ; non : il s'agit de quelque chose de plus triste et qui doit attirer d'une manière plus sérieuse l'attention du gouvernement. Sous la protection de ce titre de savants, des fonctionnaires d'un

(1) Il y a trente-trois emprunteurs, très-solvables, qui doivent depuis assez longtemps 109 volumes ; c'est loin de 20,000.

grand établissement national se sont livrés à tous les emportements de leur animosité contre le chef de l'administration dans des écrits où l'on ne respecte, ni les convenances dans les formes, ni la vérité dans le fond. Et quel fut leur prétexte? Un seul paragraphe de mon rapport, que vous avez fait imprimer, Monsieur le Ministre, sous votre garantie, dans deux journaux officiels, et dont je maintiens l'exacte vérité dans toutes ses expressions. Aux interprétateurs du paragraphe la responsabilité des interprétations que leur a dictées leur conscience alarmée.

Je suis attaqué par des brochures; mais je ne me suis pas jeté dans cette polémique injurieuse, indigne; et quant à l'édition anonyme de la lettre de M. Dunoyer, je donne à qui de droit le démenti le plus solennel pour ses insinuations à ce sujet (1). Je n'ai jamais voulu sortir de mon devoir, des bienséances de ma position. Je ne ferai jamais que ce dont il vous sera permis de m'avouer, Monsieur le Ministre.

Or, la question dominante, la question de principe est celle-ci : l'ordonnance du 2 juillet 1839, qu'on essaye vainement de confondre avec l'ordonnance du 29 février de la même année, donne-t-elle à l'administration supérieure, qui couvre l'administration de la Bibliothèque de sa responsabilité, une sécurité suffisante? On s'accorde assez généralement à ne le penser pas.

Comment, en respectant l'initiative nécessaire des conservateurs et leur juste autorité pour les affaires de leurs départements, en affermissant l'institution du Conservatoire, qui doit conseiller toujours, mais non pas administrer, et sans créer le pouvoir exorbitant d'un directeur, qui ferait tout et disposerait de tout en maître absolu, espèce de fantôme, que ceux qui redoutent la vraie et franche administration ont imaginé à plaisir, peut-on établir une comptabilité centrale, une responsabilité réelle dans le régime de la Bibliothèque? C'est à quoi vous aviserez, Monsieur le Ministre, après avoir fait examiner à fond, je le souhaite, la gestion des affaires de la Bibliothèque par une commission compétente et spéciale.

(1) Lettre de M. Raoul-Rochette à M. P. Paris, p. 15, note 1.

Je le souhaite d'autant plus vivement, qu'il s'est élevé des questions de fait, bien autrement inquiétantes que toutes les questions de réforme générale :

S'est-il commis des actes incompatibles avec la confiance dont il est nécessaire que soient investis les hommes auxquels l'Etat délègue la dispensation des fonds de la Bibliothèque et la garde des trésors qu'elle possède ?

Je laisse à votre sagesse, Monsieur le Ministre, le soin de juger ce que demandent l'intérêt, la dignité de l'établissement. Mais je ne puis m'empêcher de vous faire observer qu'une telle question ne peut rester pendante plus longtemps, et que tous les conservateurs placés sous le coup d'un soupçon vague, mais intolérable, ont le droit de réclamer une solution prompte et décisive.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon respect,

NAUDET.

Lettre de M. Ferdinand de Lasteyrie, député, adressée au rédacteur en chef du Moniteur.

Paris, 15 mai 1847.

Monsieur le rédacteur,

Le *Moniteur* du 13 de ce mois contient une note de M. Naudet en réponse au discours que j'ai prononcé le 7. Dans cette note, adressée à M. le Ministre de l'instruction publique par M. le di-

.

recteur de la Bibliothèque royale, je suis accusé, en termes fort réservés d'ailleurs, d'avoir parlé légèrement de faits que j'aurais négligé de vérifier par moi-même, et de m'être rendu l'écho trop facile de rivalités très-passionnées, double reproche que je ne puis accepter de la part d'un personnage officiel et d'une feuille respectable qui sert d'organe au gouvernement.

Il n'est, je le sais, ni dans les usages ni dans les convenances qu'un député réponde à la polémique soulevée par ses discours. Mais lorsqu'un Mémoire, adressé par le chef d'un grand service public au Ministre dont il dépend, est inséré dans le journal officiel, pour y réfuter des assertions qui n'avaient rencontré aucune contradiction à la tribune, ce document présente un caractère de gravité qui ne permet pas toujours de le laisser passer sans réponse. C'est l'administration qui parle; c'est à l'administration que je dois répondre.

Trois points principaux de mon discours m'ont attiré surtout les réfutations de M. Naudet.

J'ai rapporté comme un fait de notoriété publique que, dans l'état actuel, les personnes qui se présentent à la Bibliothèque, dans un but de travail et de recherches, sont continuellement privées des ressources qu'elles espéraient y trouver. M. le directeur, qui pense « qu'il est dangereux de s'en rapporter trop aisément à ce qu'on appelle la notoriété publique, » et qui paraît, quant à lui, en faire très-peu de cas, regrette que je n'aie pas trouvé une heure pour aller « vérifier préalablement une inculpation proférée à la tribune contre tout un service public et contre ceux qui l'exercent. »

Si M. le directeur avait eu le temps de lire mes paroles de manière à les bien comprendre, il aurait vu que, loin d'inculper aucun des fonctionnaires de la Bibliothèque, en ce qui touche le service public, j'avais écarté avec soin toutes les questions de personnes pour m'en prendre aux vices mêmes de l'organisation, à l'absence d'une administration régulière. S'il avait aussi le temps de s'occuper plus personnellement des relations avec le public, il aurait pu savoir que je connais la Bibliothèque royale autrement que de réputation, et que j'ai pu vérifier les faits dont

j'ai parlé par moi-même et par ma triste expérience. Je conçois, du reste, que M. Naudet n'en sache rien, car, dans mes fréquentes visites à la Bibliothèque, je n'ai presque jamais été assez adroit pour saisir les moments où l'on y rencontre sans doute M. le directeur ; mais je puis l'assurer que les employés, dont le zèle assidu s'efforçait alors de suppléer à son absence, se sont vus bien souvent dans l'impossibilité de trouver les livres que je demandais.

J'ai moi-même attribué une partie des inconvénients que je signalais aux abus provenant du prêt des livres, et M. le directeur a bien voulu me remercier de mes plaintes, « comme d'un secours pour les conservateurs. » Pourquoi donc, quelques lignes plus bas, s'est-il donné tant de peine pour contester la valeur des chiffres que j'avais apportés à l'appui de mes assertions ?

J'avais dit : « Maintenant le nombre des personnes autorisées à emprunter s'est élevé de 300 à 2,000. »

M. le directeur répond : « Aujourd'hui la liste des personnes autorisées, qui remonte à 1833, porte environ 1,800 noms. »

La différence était-elle bien grande ?

Quant au nombre de 109 volumes qui, seuls, selon M. Naudet, se trouveraient depuis assez longtemps entre les mains de 33 emprunteurs, d'ailleurs très-solvables, il paraîtra sans doute difficile à concilier avec celui de 1,500 emprunteurs en défaut dont, un peu plus haut, M. le directeur prétend avoir encore les dossiers entre les mains. Mais je ne me charge pas d'expliquer les explications de l'honorable M. Naudet ; tout ce que je puis dire, c'est que les améliorations incontestables apportées au service du prêt des livres sont des garanties insuffisantes contre le mal qui résulte de l'étendue abusive donnée à cette faveur. Ici encore c'est le système que j'accuse et non les hommes.

Le troisième reproche qu'on m'adresse est d'avoir cité, en demandant des explications à ce sujet, un fait rapporté dans la brochure de M. Raoul-Rochette. Il s'agissait d'un catalogue partiel du cabinet des médailles, payé sur les fonds affectés au catalogue des imprimés. « Si le fait est vrai, disais-je (et j'espère que des éclaircissements seront donnés à cet égard), si le fait est vrai,

c'est là de la mauvaise administration ; c'est le fait d'un homme tout plein de bonnes intentions, j'en suis convaincu, mais qui ne se fait pas une juste idée de ce que c'est que la spécialité des crédits. »

A cela, M. Naudet répond : « Je ne crois pas non plus avoir méconnu la règle de la spécialité des crédits, en appliquant une part minime de l'annuité du catalogue, qu'on n'a pas pu employer entièrement, à un autre catalogue de la Bibliothèque, qui n'eût pas été commencé sans cela. »

Le fait est donc vrai en lui-même. Maintenant chacun pourra apprécier si M. Naudet a fait acte de bonne administration en détournant de leur usage une partie des fonds mis à sa disposition pour un objet spécial ; chacun pourra apprécier s'il s'est conformé, en cela, aux indications précises du budget, qui affecte spécialement 30,000 fr., chaque année, à la confection du catalogue des imprimés, sans qu'il y soit fait aucune mention de catalogues à rédiger pour le cabinet des médailles.

J'avais regardé, pour ma part, la question du catalogue comme une question capitale. M. Naudet la traite beaucoup plus cavalièrement : « Maintenant, dit-il, que le catalogue soit aussi peu avancé qu'on l'a prétendu, que la faute en soit à l'administration, tout cela s'éclaircira dans peu... Mais il ne faut pas compliquer le débat par des *incidents secondaires*, ni perdre de vue, dans le pêle-mêle des questions particulières, les questions capitales. »

Si la question du catalogue n'est qu'un incident secondaire, quelles sont donc les questions capitales aux yeux de l'honorable M. Naudet ? Seraient-ce les attaques un peu vives dont il est l'objet de la part de presque tous ses confrères ? Ces attaques, j'en ai moi-même blâmé la vivacité, en qualifiant de très-regrettable cette *guerre de savants à savants*. M. Naudet est trop juste, trop courtois pour refuser le titre de savants à ses confrères ; sa modestie est trop éclairée pour qu'il puisse renoncer à ce titre pour lui-même, et cependant, lorsqu'on parle d'une guerre de savants : « Non, dit-il, il s'agit de quelque chose de plus triste, et qui doit attirer d'une manière plus sérieuse l'attention du gouvernement. Sous la protection du titre de savants, des fonctionnaires d'un

grand établissement national se sont livrés à tous les emportements de leur animosité contre le chef de l'administration. »

L'honorable M. Naudet ne croit-il donc pouvoir se contenter de sa position de *primus inter pares*, et ne regarde-t-il ses doctes confrères que comme autant de fonctionnaires d'un grade inférieur, soumis à sa direction ? Six, sur sept, siègent près de lui à l'Institut ; tous sont plus anciens que lui à la Bibliothèque, et l'un d'eux même y remplissait avant lui les fonctions, toujours temporaires, de directeur. Dans des positions analogues, je ne sache pas que M. Adolphe Brongniart, administrateur du Jardin du Roi, ait jamais considéré comme de simples fonctionnaires placés sous ses ordres son vénérable père M. Al. Brongniart, ou le savant M. Chevreul, ou M. Cordier, ou M. de Mirbel, ou M. de Jussieu. Je ne sache pas qu'au Collège de France, M. Letronne ait jamais pris l'attitude d'un chef vis-à-vis de ses illustres confrères.

La prétention de M. Naudet me paraît bien exagérée, et, qu'il me permette de le lui dire, elle ne peut que servir d'argument à l'opinion par moi émise, que, si l'on veut éviter à l'avenir les conflits d'attributions et tous les inconvénients qui en résultent, l'administration de la Bibliothèque royale ne doit pas être confiée à un savant, ou, tout au moins, la charge d'administrateur doit être incompatible avec celle de conservateur.

La note de l'honorable M. Naudet contient, vers la fin, un passage qui laisse planer des soupçons d'une nature très-grave sur le personnel de la Bibliothèque. Ce n'est pas à moi qu'il appartient d'éclaircir des doutes qu'on peut être étonné de voir se révéler d'une manière si incidente et si vague. Je laisse ce soin à ceux dont la responsabilité, ministérielle ou autre, se trouve engagée.

Si j'ai répondu à ce qui m'était plus personnel dans la note de M. Naudet, c'est uniquement parce que la forme inusitée et presque officielle sous laquelle ses reproches se sont produits, me faisait un devoir de les repousser. Je ne doute pas, Monsieur, que vous ne consentiez à publier ma réponse, et je suis même certain que, si cela était nécessaire, la haute impartialité de

M. le Ministre de l'instruction publique lui ferait approuver l'insertion de ma lettre dans un des plus prochains numéros du *Moniteur*.

Agréé, Monsieur, les assurances de ma considération très-distinguée.

FERDINAND DE LASTEYRIE,
Membre de la chambre des députés.

Note insérée à la suite de la lettre qui précède.

L'honorable M. Ferdinand de Lasteyrie s'étonne que le directeur de la Bibliothèque royale, après avoir été accusé à la tribune d'abus de pouvoir dans un autre département que le sien et de désordres accrus dans le département des imprimés, dont il est un des conservateurs, ait soumis au Ministre, son chef, la réponse à des inculpations si graves, et que le Ministre ait voulu la publicité du *Moniteur* pour la défense, quand l'accusation avait reçu l'éclatante publicité de la tribune. Cependant l'honorable M. Ferdinand de Lasteyrie ne parle plus d'abus de pouvoir; ce qui prouve que la protestation était fondée en droit, et qu'il était bon de la faire.

Mais il insiste sur la violation des règles de spécialité de la loi des finances, sans considérer que les fonds compris dans le chapitre du crédit spécial sont répartis en articles placés complètement sous la libre dispensation du Ministre. Un catalogue de la Bibliothèque royale avait un excédant de crédit de plus de 8,000 fr.; c'était un acte de bonne administration de mettre en train un autre catalogue de la même bibliothèque, demandé depuis longtemps par tout le monde, demandé impérieusement par la chambre cette année même, et qui n'eût pas été commencé sans cela, puisqu'on opposait dès lors le manque de bras et d'ar-

gent. Ce qu'a fait le directeur, avec l'approbation du Ministre, ce n'est pas un détournement, c'est un emploi utile, nécessaire, contenu dans les limites et dans la destination du crédit.

Quant aux inconvénients du prêt, l'honorable M. Ferdinand de Lasteyrie, qui se plaint de ce que le directeur aurait mal compris ses paroles, déclare inexplicables les explications du directeur, parce qu'il confond deux époques séparées par un intervalle de quinze ans, et dont la seconde ne saurait être solidaire de la précédente.

En 1833, il y avait 1,500 emprunteurs en défaut, chose attestée par les notes relevées alors, et qu'on possède encore à présent. A ce nombre il faut ajouter, pour avoir la totalité des emprunteurs de ce temps-là, le nombre sans doute assez considérable de ceux qui n'étaient pas en défaut, qui rendaient fidèlement ce qu'ils empruntaient. Les 300 de M. Van Praet doivent donc être multipliés beaucoup pour qu'on soit dans le vrai.

Aujourd'hui, en 1847, entre tous les livres empruntés depuis 1840, il n'y en a (et c'est une assertion qui peut se vérifier sur les registres) que 109 dont la restitution se fasse attendre depuis longtemps.

Ces 109 volumes absents aujourd'hui n'ont rien à faire avec les 1,500 emprunteurs de 1833; et les 1,800 noms inscrits successivement depuis quinze ans sur la nouvelle liste qu'on ouvrit alors, n'autorisent pas à conclure que le nombre effectif des emprunteurs actuels soit plus grand que le directeur ne l'a dit. Sa déclaration, qui portait ce nombre à 600, était plutôt exagérée, puisqu'il faut effacer de la liste les extinctions à titres et pour des motifs divers. Ainsi il faut renvoyer aux auteurs des brochures les 2,000 emprunteurs dont on a parlé, et les 20,000 volumes égarés par l'effet du prêt.

Que l'on reproche, d'un autre côté, au directeur de traiter trop cavalièrement la question du catalogue pour la part dont il est personnellement responsable avec son collègue du départe-

ment des imprimés, quand on vient de lui reprocher un excès de zèle pour le catalogue d'un autre département, cela pourrait ne pas impliquer contradiction. Mais si elle n'est pas contradictoire par les termes, l'imputation n'en est pas plus juste au fond. Depuis quelques années, M. Magnin et M. Naudet ont fait beaucoup pour l'avancement du catalogue. Les commissions de la chambre le reconnaîtront aisément, et, pour ce qui est des suspicions élevées sur l'assiduité de M. le directeur à remplir ses devoirs de conservateur, il appartient à l'administration supérieure d'en appeler, sous ce rapport, à M. de Lasteyrie mieux informé. Tous les habitués savent que le directeur est, la plupart du temps, le premier à la Bibliothèque, au moment de l'ouverture; il s'en va le dernier, après la clôture.

Du reste, on n'entrera pas ici dans la question d'organisation soulevée dans les journaux et dans les chambres. Une seule observation est à faire, c'est que le vœu de M. de Lasteyrie pour la séparation des fonctions de directeur et de conservateur est précisément ce que le Ministre a proposé au budget.







